

ELLE A ÉTÉ PROGRAMMÉE POUR MERCREDI PROCHAIN À LA COUR D'ALGER

L'affaire Sonatrach de nouveau devant la chambre d'accusation

C'est mercredi prochain que la chambre d'accusation près la cour d'Alger va statuer dans l'affaire Sonatrach. L'instance judiciaire, saisie par ordonnance, aura à trancher sur la suite à donner aux qualifications du juge instructeur concernant cette affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dernière ligne droite dans l'affaire Sonatrach avant que la justice ne décide de trancher définitivement. En effet, la chambre d'accusation près la cour d'Alger est appelée à examiner pour la énième fois une affaire, dont l'instruction dure depuis près de deux années.

Ainsi, conformément au code de procédure pénale, la chambre d'accusation doit donner suite aux qualifications des actes «fixées» par le juge instructeur. En d'autres termes, ladite instance judiciaire aura à statuer sur les nouvelles révélations contenues dans les réponses des commissions rogatoires, qu'elle avait ordonnées au juge d'instruction pour enquêter sur les biens détenus à l'étranger par les 15 prévenus.

La chambre d'accusation se trouve désormais, et ce, à la lumière de ces nouvelles conclusions face à trois options. La première est de faire l'impasse sur tout et de suivre le juge d'instruction dans la criminalisation des faits.

La seconde est de rejeter les conclusions du juge et de reconditionnaliser l'affaire. La dernière option est de faire en sorte d'exiger un complément d'enquête pour entendre toutes les personnes citées et non auditionnées par la juge.

Parmi celles-ci, il y a Réda Hamech, l'ancien chef de cabinet de Mohamed Meziane et proche collaborateur de Chakib Khelil, ex-ministre de l'Energie et des Mines, ainsi que ce dernier. On apprend que le magistrat instructeur a réservé une fin de non-recevoir à la requête introduite par les avocats de la défense qui, indique-t-on, ont saisi le juge pour l'audition de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, en tant que témoin à décharge.

La requête de la défense s'inscrit conformément aux articles 69 bis de la loi 06-22 du code de procédure pénal qui stipule que «l'inculpé ou son conseil et/ou la partie civile ou son conseil peuvent, à tout moment de l'instruction, demander au magistrat instructeur de recueillir ses déclarations, auditionner un témoin ou procéder à un constat, pour la manifestation de la vérité».

Si le magistrat instructeur ne croit pas devoir procéder aux actes demandés, il doit rendre, dans les vingt jours suivant la demande des parties ou de leur conseil, une ordonnance motivée.

A l'expiration de ce délai et à défaut d'ordonnance du juge d'instruction, la partie ou son conseil peut dans les dix jours saisir directement la chambre d'accusation qui statue dans les trente jours à partir de la saisine. Sa décision n'est sus-



Le scandale Sonatrach avait éclaté en janvier 2010.

ceptible d'aucune voie de recours. En somme, le juge d'instruction instruit à charge et à décharge. Il doit donc procéder à tous les actes d'information utiles, que ceux-ci soient de nature à démontrer la culpabilité ou l'innocence d'une personne.

Selon des sources citées par le journal *El Watan*, Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention provisoire depuis plus d'une année, sont

concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent.

Pour cette raison, ajoutent les mêmes sources, le juge les a interrogés en mai dernier sur leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses. Cela dit, les premières auditions des quatorze prévenus et celles d'une quinzaine de témoins sont achevées sur une lourde interrogation quant à la

responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale.

En effet, que ce soit l'ancien Pdg Mohamed Meziane, ses deux enfants ou les vice-présidents, Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisation — sous mandat de dépôt —, Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont — en détention provisoire — et Chawki Rahal, chargé de l'activité commercialisation — placé sous contrôle judiciaire —, il est clair que tous les actes de leur gestion étaient soumis à l'appréciation du ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans en référer à Chakib Khelil». Même pour le cas de ses deux fils, l'un travaillant pour Saipem et l'autre pour Contel, les deux sociétés étrangères détentrices des marchés, objet de ce scandale, il en avait fait part à son ministre.

Les marchés de télésurveillance pour les bases du sud du pays ne sont, en général, jamais traités uniquement par le P-dg ou ses vice-présidents. «Ils sont tous soumis à l'appréciation de Khelil, dont certains par écrit.»

Le scandale Sonatrach avait éclaté en janvier 2010 et concerne des contrats de gré à gré accordés au groupe Funkwerk Plettac Contel pour des équipements de contrôle et de sécurité, et à l'italienne Saipem, où exerçaient les deux fils de l'ex-P-dg.

A. B.

DÉSIGNÉ PORTE-PAROLE DE LA CONTESTATION AU SEIN DU PARTI Djamel Zenati : «Le FFS est politiquement à la dérive, stratégiquement dans l'impasse»

L'actuelle et tant décriée direction du FFS se doit de compter avec la fronde qu'inscrit, dans la durée et à la périphérie du parti, le groupe mené par nombre de ses anciennes figures de proue dont les anciens premiers secrétaires Kerboua, Bouhadeb, Djoudi Mammeri.

Et contrairement à Tabbou et ses camarades qui, convaincus de l'impossibilité pour eux de «renverser la vapeur», opteraient pour la mise sur pied d'un autre cadre politique, Zenati et ses pairs ne lâchent pas prise et ne comptent pas abdiquer devant le rouleau compresseur de l'équipe d'Ali Laskri. Pour ce faire, ils ont entamé depuis des semaines, la structuration de leur mouvement avec la décision prise, ce samedi, à l'occasion d'une réunion tenue à Akbou, dans la wilaya de Béjaïa, de se doter de structures horizontales souples avec comme porte-paroles Mustapha Bouhadeb et Djamel Zenati. Ce dernier, infirmant l'information selon laquelle le mouvement aurait décidé de prendre part aux locaux du 29 novembre prochain, dira que le conclave a convenu de laisser aux militants de plus en plus nombreux, dira-t-il, à rejoindre la dissidence, le libre choix de prendre part ou pas à cette joute. Il a tenu à préciser que leur combat est d'abord politique, celui de restituer au FFS ses idéaux que l'actuelle direction a pervertis.

Une direction que l'ancien bras droit de Hocine Aït-Ahmed ne ménagera point, l'accusant de muer le FFS «en une caserne où la militance a cédé la place à l'esprit et au réflexe militaires». Et à notre interlocuteur d'expliquer, en parlant de la campagne de structuration du parti menée ces derniers temps par l'équipe de Laskri que «bien des clientèles ont été enrôlées au moment où les véritables militants ont été chassés». Et à Zenati de lâcher que «le FFS est politiquement à la dérive, stratégiquement dans l'impasse et au plus bas concernant les énergies militantes pourchassées pour laisser la place à d'ex-indicateurs». Il regrettera que l'actuelle direction du parti n'ait pas tiré les leçons des dernières législatives en se rendant otage de «l'agenda du pouvoir qu'elle a adopté».

Ne se contentant pas de ce constat qui lui fait rappeler, avec beaucoup de nostalgie, la belle époque où le parti se faisait respecter pour la constance de ses positions, l'ancien député de Béjaïa fera savoir que son groupe planche actuellement sur la préparation d'une conférence nationale pour la construction de l'alternative démocratique.

Un appel sera incessamment lancé à l'adresse de toutes les forces patriotiques à l'effet, dira-t-il, de dépasser cette étape cruciale où, selon lui, «le pays est à l'arrêt pour être laissé à la seule merci d'un homme, de surcroît finissant, qui fait que, conjoncture mondiale et régionale oblige, il est menacé aussi bien comme nation que dans ses territoires».

M. K.

GARDES COMMUNAUX

Vers la reprise de la contestation

Les gardes communaux ne semblent pas baisser les bras et comptent rebondir de plus belle en reprenant leur mouvement de contestation dans les prochains jours, bernés qu'ils se sentent par leur tutelle qui, à leurs yeux, veut tout simplement se débarrasser d'eux.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est, en tout cas, le sentiment général au sein de la corporation que les conclaves régionaux et autres de wilaya, organisés ces jours-ci, font ressortir et amplement. Selon Lahlou Aliouet, chargé de la communication au sein de la Coordination nationale des gardes communaux, la grogne au sein de la base est à son paroxysme au point où, aujourd'hui même, dira-t-il, «nos collègues de Jijel ont fermé des heures durant le siège de la wilaya, en signe de protestation contre le flou entourant les dernières mesures prises par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et nos collègues pourront procéder de la même manière tout prochainement» dans le sillage du dialogue amorcé suite aux sit-in de plusieurs semaines à Blida puis à Boufarik.

Des mesures que «la corporation désapprouve dans son écrasante majorité, notamment cette dérisoire prime d'astreinte de 3 000 DA», précisera notre interlocuteur, pour qui cette dernière «ne pourrait compenser les 16 heures supplémentaires que chaque agent accomplissait depuis son installation».



Grogne chez les communaux.

Et à Aliouet de réitérer, une fois de plus, l'intransigeance de la corporation quant à revoir à la hausse cette indemnité d'astreinte à hauteur de 7 000 DA le mois et avec effet rétroactif à partir de la date d'incorporation dans le corps.

Aliouet dénoncera également les pressions exercées sur les gardes communaux pour rejoindre les rangs de l'ANP alors qu'officiellement, et selon les termes même du communiqué de l'Intérieur d'il y a quelques semaines, le choix était laissé aux agents de rejoindre l'ANP, de prendre leur retraite ou d'opter pour une entité économique ou administrative comme agent de sécurité.

Et il n'y a pas que ce point névralgique de la plateforme de revendications puisque les gardes communaux comptent l'enrichir à la

lumière de la «découverte» et du recensement de nouvelles préoccupations.

Comme celle inhérente, affirmera Aliouet, à la question des œuvres sociales dont, selon lui, le «retour d'ascenseur est maigre, vraiment maigre par rapport aux cotisations des agents». «Nous cotisons annuellement à hauteur du milliard de centimes par wilaya et nous ne profitons que de seulement 80 millions de centimes. Où va le reste ?», s'interrogera-t-il, plaçant tout simplement pour la suppression de ces cotisations.

Pour revenir à la très forte probabilité de la reprise des «hostilités» avec la tutelle, le porte-parole des gardes communaux s'est montré catégorique en affirmant que ce principe fait l'unanimité parmi les agents du corps.

Ce que les conclaves locaux et régionaux déjà organisés «ont révélé et que ceux comme celui de ce lundi à Souk Ahras pour les wilayas de l'est ou celui de ce jeudi pour celles du centre et du sud du pays ne manqueront pas de faire», dira Aliouet qui se montrera, toutefois, prudent quant à la manière de cette reprise de la contestation.

«Aucune option n'est exclue et nous opterons pour celle que nous jugerons la plus opportune et la plus rentable», soutiendra-t-il, non sans préciser que ce mot d'ordre sera entériné vraisemblablement à l'occasion du conclave des wilayas du Centre et du Sud prévu ce jeudi à Bouira.

M. K.